ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 7 mars 1975, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au congé accordé pour activité auprès d'un parti politique reconnu, à certains membres du personnel des services publics", a donné le 12 mars 1975 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e maart 1975 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor activiteiten bij een erkende politieke partij", heeft de 12e maart 1975 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Tant dans l'intitulé que dans les articles 2, 4, 5, 6 et 7 du projet, il est question de "partis politiques reconnus".

La notion de "partis politiques reconnus" n'est consacrée par aucun texte législatif ni par les règlements des Chambres législatives.

Le délégué du Gouvernement a marqué son accord pour que l'expression "partis politiques reconnus" soit remplacée par "groupes politiques reconnus à la Chambre des Représentants ou au Sénat".

INTITULE.

L'intitulé suivant est proposé :

"Projet d'arrêté royal relatif au congé accordé à des membres du personnel de l'Etat et des services de l'Etat pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus de la Chambre des Représentants ou du Sénat".

PREAMBULE.

Il serait opportun de mentionner au préambule les dispositions législatives qui donnent au Roi le pouvoir de fixer le statut des membres des services

.../...

qui seront soumis au futur arrêté, ainsi que la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, loi qui donne au Roi un pouvoir analogue.

Par ailleurs, contrairement à ce que laisse croire le texte de l'article 1er, § 1er, de l'arrêté en projet, les dispositions prévues seront applicables non seulement aux services de l'Etat mais également à des établissements publics et autres services personnalisés.

Il s'en déduit que les organes de gestion dont la loi prévoit la consultation préalablement à l'établissement du statut du personnel de certains organismes doivent être consultés et que mention de l'accomplissement de cette formalité doit figurer au préambule de l'arrêté en projet.

D'autre part, le considérant devrait être adapté à la notion de "groupes politiques reconnus".

Le texte suivant est proposé :

"Considérant qu'il est souhaitable de donner aux groupes politiques reconnus de la Chambre des Représentants ou du Sénat la possibilité de s'assurer la collaboration de certains membres du personnel des services publics".

.../...

DISPOSITIF.

Article 1er.

§ 1er. Conformément aux explications fournies par le fonctionnaire délégué, le texte suivant, qui a reçu son accord, est proposé :

"§ 1er. Le présent arrêté est applicable :

1° aux agents définitifs de l'administration de l'Etat;

2° aux agents définitifs qui font partie des autres services de l'Etat et dont le statut est fixé par le Roi;

3° au personnel civil nommé à titre définitif dans les établissements d'enseignement de l'Etat".

§ 2. Comme il a été précisé au § 1er que l'arrêté est applicable aux seuls agents dont le statut est fixé par le Roi, il y a lieu d'omettre de l'énumération du § 2 la mention des membres du personnel dont le statut n'est pas fixé par le Roi. Tel est le cas du 1°, du 2°, du 4°partim, du 5° et du 6°.

Le 4° devrait être rédigé comme suit :

"4°) les membres du personnel administratif des cours et tribunaux dont le statut est fixé par le Roi".

Compte tenu de la rédaction du 7°, le 8° serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"8°) les membres du personnel visés au § 1er qui sont considérés comme exerçant une fonction dirigeante. Sauf disposition contraire, la liste de ces fonctions est fixée par le ministre compétent;".

Les inspecteurs généraux étant déjà compris dans les membres du personnel visé au 7°, le 9° devrait être rédigé comme suit :

"9°) les membres du personnel du Comité supérieur de contrôle, de l'Inspection des Finances, ainsi que les inspecteurs et les inspecteurs-adjoints de la Fonction publique".

Article 2.

Compte tenu de l'observation générale qui précède, cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par "groupes politiques reconnus", les groupes politiques reconnus conformément au règlement de la Chambre des Représentants ou au règlement du Sénat".

Article 3.

Il y a lieu de préciser que l'agent ne peut être placé en congé auprès d'un groupe politique reconnu que moyennant son accord.

.../...

En outre à l'alinéa 2 il y a lieu de remplacer les mots "par le ministre" par les mots "par l'autorité", l'agent pouvant ne pas relever d'un ministre.

La rédaction suivante est proposée pour l'ensemble de l'article :

"Article 3.-

A la demande du président d'un groupe politique reconnu, avec l'accord de l'agent et pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, tout agent auquel s'applique le présent arrêté est placé en congé, pour une période de deux ans maximum aux fins d'accomplir, d'une manière régulière et continue, des prestations au bénéfice de ce groupe.

Le congé est accordé par l'autorité dont relève l'agent.

Pendant ce congé, l'agent soumis au signalement conserve le dernier signalement qui lui a été attribué.

...".

Article 4.

L'alinéa 1er de l'article 4 devrait être rédigé comme suit :

"Le congé pour activités auprès d'un groupe politique reconnu est renouvelable par périodes de deux ans maximum".

.../...

Article 5.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Le montant global des rétributions dues annuellement aux agents en congé auprès d'un groupe politique reconnu ne peut être supérieur au montant global de la subvention que ce groupe perçoit à charge du budget des dotations".

Article 6.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 6.-

Les groupes politiques reconnus versent chaque trimestre au Trésor une somme égale au montant global des traitements, indemnités et allocations payés pendant le trimestre précédent aux agents en congé.

Lorsqu'à l'expiration d'un trimestre, ce versement n'a pas été fait, l'autorité dont relève l'agent met fin à son congé".

Article 7.

Il conviendrait que l'arrêté en projet modifie les différents statuts des agents auxquels il s'applique, notamment en ce qui concerne le personnel de l'enseignement de l'Etat (arrêté royal du 22 mars 1969).

... /...

Par ailleurs, le 9° que l'arrêté en projet introduit dans l'article 102 du statut des agents de l'Etat devrait être rédigé comme suit :

"9°) pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu de la Chambre des Représentants ou du Sénat".

*

OBSERVATION FINALE.

L'arrêté en projet intéressant des ministres exerçant la tutelle sur des établissements publics ou des administrations personnalisées, il s'indique que ces ministres proposent l'arrêté et le contresignent.

ALGEMENE OPMERKING.

Zowel in het opschrift als in de artikelen 2, 4, 5, 6 en 7 van het ontwerp is er sprake van "erkende politieke partijen".

Het begrip "erkende politieke partijen" is niet vastgelegd in een wettekst en evenmin in de reglementen van de Wetgevende Kamers.

De gemachtigde van de Regering heeft ermede ingestemd dat de term "erkende politieke partijen" wordt vervangen door "in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen".

OPSCHRIFT.

Voorgesteld wordt :

"Ontwerp van koninklijk besluit betreffende het verlof dat aan personeelsleden van het Rijk en van de Rijksdiensten wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen".

AANHEF.

Het zou dienstig zijn dat in de aanhef melding wordt gemaakt van de wetsbepalingen die de Koning machtigen tot het vaststellen van het statuut van de leden van de

.../...

diensten welke aan het toekomstige besluit onderworpen zullen zijn, alsook van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, die de Koning een soortgelijke machtiging geeft.

Vervolgens moge worden opgemerkt dat de ontwerpbepalingen, ook al wekt de tekst van artikel 1, § 1, de indruk van het tegenovergestelde, niet alleen op de Rijksdiensten maar ook op openbare instellingen en andere gepersonaliseerde diensten toepassing zullen vinden.

Hieruit volgt dat het advies moet worden gevraagd van de beheersorganen die volgens de wet moeten worden geraadpleegd vooraleer het personeelsstatuut van sommige instellingen wordt vastgesteld; in de aanhef van het ontwerp-besluit moet dan ook worden vermeld dat die formaliteit is vervuld.

Ten slotte zou ook in de considerans moeten worden gewerkt met het begrip "erkende politieke groepen".

Voorgesteld wordt :

"Overwegende dat het wenselijk is, het mogelijk te maken dat de in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen zich de medewerking van sommige personeelsleden in overheidsdienst verschaffen".

.../...

ARTIKELEN.

Artikel 1.

§ 1. In overeenstemming met de uitleg welke de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt, en met zijn instemming, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 1. Dit besluit is van toepassing op :

1° de vastbenoemde ambtenaren van 's Rijks bestuur;

2° de vastbenoemde ambtenaren die van andere Rijksdiensten deel uitmaken en wier statuut door de Koning is vastgesteld;

3° het burgerpersoneel dat in vast verband benoemd is in Rijksonderwijsinrichtingen".

§ 2. Aangezien in § 1 bepaald is dat slechts ambtenaren met een door de Koning vastgesteld statuut onder het besluit vallen, moet de vermelding van de personeelsleden die geen zodanig statuut hebben achterwege blijven in de opsomming onder § 2. Dat geldt voor 1°, 2°, 4°partim, 5° en 6°.

De tekst onder 4° redigere men als volgt :

"4°) de leden van het administratief personeel van hoven en rechtbanken, wier statuut door de Koning is vastgesteld".

.../...

Gelet op de redactie van 7°, zou de tekst onder 8° beter als volgt worden gelezen :

"8°) de in § 1 bedoelde personeelsleden die geacht worden een leidend ambt uit te oefenen. Behoudens hiermee strijdige bepaling wordt de lijst van die ambten door de bevoegde minister opgemaakt;".

Aangezien de inspecteurs-generaal tot de reeds in 7° bedoelde personeelsleden behoren, zou de tekst onder 9° als volgt moeten worden geredigeerd :

"9°) de personeelsleden van het Hoog Comité van toezicht, van de Inspectie van Financiën, en de inspecteurs en adjunct-inspecteurs van het Openbaar Ambt".

Artikel 2.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte algemene opmerking, zou dit artikel als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 2.-

Voor de toepassing van dit besluit wordt onder "erkende politieke groepen" verstaan : de politieke groepen die erkend zijn overeenkomstig het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat".

.../...

Artikel 3.

Er moet nader worden bepaald dat de ambtenaar alleen met zijn instemming bij een erkende politieke groep met verlof kan worden geplaatst.

In het tweede lid moeten de woorden "door de minister" worden vervangen door de woorden "door de overheid", want het kan ook zijn dat de ambtenaar niet onder een minister ressorteert.

Men leze het artikel in zijn geheel als volgt :

"Artikel 3.-

Op verzoek van de voorzitter van een erkende politieke groep krijgt ieder ambtenaar op wie dit besluit toepassing vindt, met zijn instemming en voor zover het belang van de dienst zich er niet tegen verzet, voor ten hoogste twee jaar verlof om regelmatig en voortdurend prestaties te verrichten ten behoeve van die groep.

Het verlof wordt verleend door de overheid onder welke de ambtenaar ressorteert.

Gedurende dat verlof behoudt de ambtenaar die aan beoordeling onderworpen is, de jongste beoordeling die hem is toegekend.

...".

.../...

Artikel 4.

Het eerste lid van artikel 4 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Het verlof voor werkzaamheden bij een erkende politieke groep kan, telkens voor ten hoogste twee jaar, worden verlengd".

Artikel 5.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 5.-

Het totale bedrag van de bezoldigingen die jaarlijks verschuldigd zijn aan de ambtenaren met verlof bij een erkende politieke groep, mag niet hoger zijn dan het totale bedrag van de subsidie welke die groep uit de begroting der dotatiën ontvangt".

Artikel 6.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

De erkende politieke groepen storten elk kwartaal in de Staatskas een som die gelijk is aan het totale bedrag van de wedden, vergoedingen en toelagen die tijdens het vorige kwartaal aan de ambtenaren met verlof zijn betaald.

.../...

Wanneer die storting niet verricht is bij het verstrijken van een kwartaal, maakt de overheid onder welke de ambtenaar ressorteert een eind aan diens verlof".

Artikel 7.

Het ontwerp-besluit zou de onderscheiden statuten van de betrokken ambtenaren moeten wijzigen, inzonderheid het statuut van het personeel van het Rijksonderwijs (koninklijk besluit van 22 maart 1969).

De tekst welke het ontwerp-besluit onder 9° in artikel 102 van het statuut van het Rijkspersoneel invoegt, zou bovendien als volgt moeten worden geredigeerd :

"9°) voor werkzaamheden bij een in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groep".

*

SLOTOPMERKING.

Aangezien het ontwerp-besluit ministers aangaat die belast zijn met het toezicht op openbare instellingen of gepersonaliseerde besturen, behoort het door die ministers voorgedragen en medeondertekend te worden.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.